

LOUISA HANOUNE :

«Campagne électorale froide et le vote n'intéresse pas le citoyen»

Au centre culturel de Boudouaou ex-Alma, wilaya de Boumerdès, ville qui a vu naître Rachid Mimouni, Louisa Hanoune qui y a animé, jeudi matin, un meeting électoral qualifie les élections du 4 mai de scrutin de guerre sinon d'acte de résistance contre le pouvoir, les partis du pouvoir et l'oligarchie prédatrice.

Dans le discours de la chef du PT (Parti des travailleurs), les mots effondrement et désespoir s'entrechoquent pour ramener l'assistance à la dure réalité du pays décrite par Hanoune dans un discours d'un peu plus d'une heure. «Le citoyen isolé est gagné par le désespoir parce qu'il n'a aucune perspective et aucun moyen pour se défendre contre l'injustice, la hogra et la répression», dira-t-elle.

A mi-chemin de la campagne électorale, elle fait état de son désarroi et tire un premier bilan. Pour elle ce bilan est négatif, car, à l'écouter, le scrutin du 4 mai n'intéresse pas le citoyen. Elle énumère les causes de cette désaffection citoyenne. «Il est difficile de parler d'élection alors que juste à côté, au niveau de la poste de Boudouaou, les retraités ne pouvaient pas retirer leurs pensions à la date échue. Cette pension ne vaut rien, elle ne leur permet pas de vivre décemment. Or les responsables du gouvernement disent que "nous préservons le niveau de vie des populations".»

Elle estime que la situation poli-

tique économique et sociale de l'Algérie n'est pas enthousiasmante et a un impact négatif direct sur le moral de la population. «Ce douzième jour de la campagne électorale, nous devons être tous d'accord, c'est une campagne froide et étrange. Elle est étrange parce qu'il y a un effondrement politique, une démoralisation politique chez les salariés, les retraités, les nécessiteux, les cadres, les commerçants et les fellahs. Toutes ces catégories vivent dans un effondrement social depuis 2015. Cet effondrement politique suscite une grande colère et l'indignation contre le gouvernement et ses partis politiques ainsi que leurs députés qui ont avalisé toutes les politiques d'austérité, antisociales et antinationales.»

Elle insiste dans son constat au sujet de l'effondrement : «Cet effondrement est la conséquence d'une grave crise politique qui met en danger les institutions de l'Etat à cause de la corruption, une crise économique, une crise sociale et une crise culturelle.» Et d'ajouter. «Cet effondrement politique démontre que le fossé est énorme entre la grande



Louisa Hanoune, SG du PT.

Photo : Samir Sid

majorité des citoyens qui subissent les affres des crises et les gouvernants qui se sont mis au service d'une minorité extrêmement riche qui s'est emparée d'énormes richesses du Trésor public du pays par le biais des marchés publics de gré à gré.» Louisa Hanoune met en garde : «Cet effondrement est sans précédent dans notre pays.»

L'éloignement du citoyen de cet événement majeur du pays est la preuve, selon Hanoune, de délitement politique du pays. «Depuis le début de la campagne électorale, nous ne voyons que les militants et les militantes ou des syndicalistes dans les rassemblements. En effet, le militant qui participe aux débats politiques n'est pas démoralisé ni touché par le désespoir.»

«Le PT est l'une des forces politiques qui ont lutté pour tamazight»

Dans la seconde partie de son discours, la numéro une du Parti des travailleurs revient longuement sur le Printemps berbère qui, affirme-t-elle, est une cause démocratique. Parlant de tamazight elle dira : «Nous devons la restituer dans son berceau naturel et l'inscrire dans le lot des défis posés à notre pays et à la majorité du peuple comme une affaire politique essentielle et non pas une affaire de folklore.» Elle dénonce «la tentative de vider le 20 avril de sa substance politique ayant une relation avec

l'identité nationale par des dirigeants qui sont contraints de reconnaître le 20 avril, c'est-à-dire les mêmes qui représentent le système qui a dénié cette cause pendant 30 ans».

Louisa Hanoune s'honore de sa contribution au combat pour tamazight : «Le PT était parmi les forces politiques qui ont porté cette cause amazighe directement après l'Indépendance par les noyaux de syndicalistes qui ont, par la suite, créé le PT en 1965. La position officielle de ces noyaux ont déterminé en 1974 la revendication de l'amazighité avec également l'exigence de l'élection d'Assemblée constituante souveraine qui prendra en charge toutes les revendications démocratiques de l'heure.» Elle rappellera également sa contribution récente à cette cause. «Nous avons convaincu le président de la République sur le danger de division de faire passer la reconnaissance de l'amazighité par référendum c'est-à-dire qu'une partie du peuple algérien arabophone déciderait de sanctionner une partie du peuple et lui refuserait ses droits naturels.»

Avant d'appeler à voter pour la liste du PT, elle énumère la soixantaine d'engagements.

Abachi L.

TAJ

Amar Ghoul appelle à mener de profondes réformes sociales et économiques

Le secrétaire général du parti TAJ, Amar Ghoul, a animé un imposant meeting qui a rassemblé plus d'un millier de participants dans la salle omnisports jeudi au milieu de la matinée dans le cadre de la campagne électorale en cours pour les législatives du 4 mai prochain, meeting où pendant plus d'une heure, il a d'abord vanté les qualités intellectuelles de ses candidats avec à leur tête le maire de la ville de Arrib, en l'occurrence, Oufkir M'hamed, une liste où figure M^{me} Sari, médecin de Khemis Miliana, pour ensuite étaler avec moult détails les grandes lignes du programme politique de TAJ, un programme qui se veut ambitieux par les profondes réformes qu'il propose dans les différents domaines tels que l'agriculture, la santé, l'enseignement, le logement, l'emploi.

Il commencera par préconiser des réformes structurelles de la politique agricole pour étendre les superficies cultivables, tripler le périmètre irrigué de 40 à 120 000 ha sur les 236 000 ha de SAU, accroître le rendement des différentes filières telles que celles du lait, de l'aviculture et non pas seulement la culture de la pomme de terre, doubler le stockage de la ressource hydrique par de nouveaux ouvrages.

Abordant le volet de l'emploi, Amar Ghoul trouve inadmissible que chaque année, l'université forme quelque 400 000 licenciés, que des milliers de diplômés de l'enseignement professionnel, des armées de jeunes postulant à l'emploi n'arrivent pas à s'insérer dans le monde du travail. A ce sujet, il dira «l'emploi n'est pas que le fonctionnariat, l'Algérie a besoin de main-d'œuvre qualifiée, de porteurs de projets industriels comme l'agroalimentaire et les services, des porteurs de projets qu'il faut soutenir, aider encadrer et accompagner».

Intervenant sur le plan social, Amar Ghoul trouve inadmissible, irraisonnable, insensé qu'on continue à faire bénéficier ceux qui ont les moyens, du soutien de l'Etat.

A titre d'exemple, il considère qu'il est inconcevable que des ambassades avec leurs personnels continuent à bénéficier du soutien de l'Etat en matière de produits de base tels que l'eau, l'électricité, des produits soutenus en principe destinés aux plus démunis.

Il explique qu'en faisant un transfert de ces soutiens à ceux qui en ont besoin, l'Etat peut récupérer quelque 20 milliards de dollars par an et propose de «verser directement une partie du montant de ces transferts à ceux qui en ont réellement besoin pour faire face à la cherté de la vie et améliorer ainsi les conditions de vie des citoyens démunis, et que le reste ira aux petites entreprises créatrices de richesses».

Abordant le volet de l'équité dans la distribution des richesses, le chef de

TAJ, recommande de bannir la marginalisation et l'exclusion. A ce sujet, il dira qu'il est impératif de consolider la concorde civile, que les «Algériens réapprennent à s'aimer les uns les autres, à éradiquer les rancœurs et autres ressentiments, à s'unir, à se donner la main, à se soutenir».

Recadrant son discours sur la campagne, s'adressant aux habitants de la wilaya en général et à ceux de Khemis Miliana en particulier, il propose de faire de cette commune, «la plus grande du pays avec ses 150 000 habitants, un pôle économique et industriel solide, un pôle universitaire qui doit rayonner sur toute la région, un pôle sportif avec ses milliers de jeunes qui ne demandent qu'à s'épanouir, un pôle commercial organisé, un carrefour incontournable entre le sud et le nord entre l'est et l'ouest».

Interrogé sur les moyens financiers pour mettre en œuvre ces politiques de développement, surtout par ces temps de restrictions budgétaires, conséquence de la diminution des recettes pétrolières, Amar Ghoul nous dira «l'Etat n'a pas d'autres solutions que de procéder à de telles réformes salvatrices, de corriger les erreurs du passé, de consolider les acquis pour booster l'économie».

De par l'enthousiasme constaté par les foules, TAJ semble avoir le vent en poupe et peut surclasser d'autres grandes formations politiques qui sont en train de perdre du terrain en ce qui concerne la wilaya de Aïn Defla et il ne serait pas étonnant qu'il rafle la mise le 4 mai prochain.

Karim O.

OUYAHIA

Un logement social pour un salaire de moins 60 000 DA

Dans la salle omnisports du stade du 24-Février de Sidi-Bel-Abbès qui peinait à contenir les militants, sympathisants et curieux tant ils étaient nombreux, le SG du RND, M. Ahmed Ouyahia, a animé dans la journée de jeudi dernier un meeting en vue des prochaines élections législatives qui auront lieu le 4 mai 2017.

L'orateur a entamé son intervention avec un sujet épineux, à savoir la stabilité de l'Algérie en exhortant les Algériens à s'unir face à toute menace, à soutenir l'armée dans sa noble mission aux frontières et à l'intérieur du pays. «Tous les pays arabes, dira-t-il, ont basculé dans l'insécurité. A nous d'être vigilants pour ne pas connaître le même sort». Abordant le volet de la transition économique, il reconnaîtra que les recettes des hydrocarbures ont baissé et le dinar a chuté, et il dira que l'agriculture et l'industrie peuvent être salvatrices pour notre pays, nous qui avons d'importantes potentialités dans ces secteurs pour sortir de cette crise qui a mené au gel de plusieurs projets.

«Nous sommes contre l'endettement de l'extérieur. Augmenter nos dettes signifie nous fragiliser face à nos créanciers alors que d'autres solutions existent pour nous suffire. Nous devons investir dans l'agriculture, l'industrie, etc. L'investisseur étranger intéressé par l'Algérie doit s'y installer et non pas le faire de son pays. Comme autre solution à notre crise : pourquoi ne pas produire algérien et consommer algérien, ce qui diminuera les importations et générera de l'emploi.»

«Au volet social, notre programme, soulignera-t-il, est pour l'amélioration des conditions sociales des couches défavorisées. Nous sommes pour le soutien des produits de large consommation, pour la révision des conditions d'acquisition d'un logement social en passant de 24 000 DA de salaire par mois du demandeur à 60 000 DA. Une bourse pour les élèves nécessiteux pour qu'ils puissent prendre en charge leurs besoins pour leurs études, nous sommes pour un chèque de 10 000 DA à la place du couffin du Ramadhan pour les familles nécessiteuses. Nous ferons en sorte de réserver 10% des quotas des logements sociaux aux célibataires afin de les aider à fonder une famille. Nous doterons la santé publique de plus de moyens matériels (équipements) pour une meilleure prise en charge du malade. Nous combattrons la corruption à tous les niveaux et l'injustice sociale». Il déclarera que «si certains partis n'approuvent pas les programmes mis en place par le gouvernement actuel, ils sont libres, dira-t-il, mais ils ne doivent en aucun cas remettre en question la légitimité de la mission du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, désigné comme symbole de la Constitution nationale».

Enfin, il dira que les victimes du terrorisme et leurs familles, malgré les dures épreuves traversées lors de la décennie noire, soutiennent le projet de Bouteflika qui prône la réconciliation et la concorde pour assurer la stabilité de l'Algérie.

«Allez voter en masse le 4 mai prochain, c'est le devoir de tout Algérien.»

A. M.